RAPPORT 2013 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - BELGIQUE

Résumé analytique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent de manière générale la liberté de religion ; en pratique, cependant, le respect de ce principe par le gouvernement a marqué un léger recul en ce qui concerne la communauté musulmane. « L'interdiction du port de la burqa » adoptée en 2011 a été maintenue, bien qu'elle ne soit pas systématiquement appliquée. Dans les faits, seules quelques centaines de femmes sont touchées par cette interdiction. Les pratiques et mesures qui restreignent la liberté des femmes musulmanes de porter un couvre-chef sont toutefois beaucoup plus courantes. Ces femmes se heurtent à des restrictions aujourd'hui plus nombreuses, déclarées ou non, sur le port de couvre-chefs lorsqu'elles se présentent à des élections, ainsi que dans les établissements scolaires, dans la fonction publique et dans les lieux publics. En juillet, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a critiqué plusieurs pays européens, dont la Belgique, pour leur législation ayant des effets négatifs sur les musulmans, en mettant l'accent sur « l'interdiction du port de la burqa ». Le gouvernement demeure investi du pouvoir de surveiller les groupes religieux. Il accorde un appui financier aux religions officiellement reconnues, dont le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, l'anglicanisme (indépendamment des autres groupes protestants), l'islam, la religion chrétienne orthodoxe et l'humanisme laïc. Les groupes non agréés ne reçoivent pas de subventions de l'État mais peuvent pratiquer librement et ouvertement leur culte. Certains d'entre eux peuvent bénéficier de l'exonération d'impôt accordée aux organisations à but non lucratif.

Malgré l'existence de lois sévères contre la discrimination, il a de nouveau été fait état de discrimination sociétale fondée sur l'affiliation, les croyances ou les pratiques religieuses, plus particulièrement à l'encontre des musulmans, sur les marchés du travail et du logement et en ce qui concerne les possibilités d'éducation, ainsi que la représentation péjorative ou négative de ceux-ci dans les informations et les médias grand public. Quatre-vingt-trois pour cent de tous les cas de discrimination religieuse signalés concernaient des musulmans. Il semble, comme précédemment, que les restrictions imposées au port du foulard dans certains emplois du secteur public supposant un contact avec le public et dans les établissements scolaires soient de plus en plus acceptées par l'ensemble de la société. Un nombre croissant d'actes antisémites, principalement parmi la

BELGIQUE

communauté musulmane ou des personnes d'origine musulmane, a été signalé aux pouvoirs publics.

L'ambassade des États-Unis a rencontré des représentants du gouvernement, de la société civile et des groupes religieux pour les sensibiliser aux questions de liberté de religion, notamment en ce qui concerne la discrimination à l'égard des musulmans, et pour évoquer l'importance que revêt la protection de la liberté de religion, en droit et en pratique.

Section I. Démographie religieuse

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale de la Belgique s'élève à 10,4 millions d'habitants (estimations de juillet 2013). Les autorités belges ne recueillent ni ne publient aucun chiffre relatif à l'appartenance religieuse.

Un rapport publié en 2011 par la Fondation Roi Baudouin estime que l'appartenance religieuse de la population se répartit comme suit : 50 % de catholiques, 32 % sans confession, 9 % d'athées, 5 % de musulmans, 2,5 % de chrétiens autres que catholiques, 0,4 % de juifs et 0,3 % de bouddhistes. Parmi les autres groupes religieux, l'on compte des hindous, des sikhs, des Hare Krishna et des scientologues.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique et politique

La constitution ainsi que d'autres lois et politiques garantissent généralement la liberté religieuse. La loi interdit la discrimination fondée sur la religion ou l'orientation philosophique.

La loi fédérale interdit les déclarations publiques incitant à la haine nationale, raciale ou religieuse, y compris la négation de l'Holocauste. La peine maximale pour négation de l'Holocauste est d'un an de prison.

Le gouvernement fournit un appui financier à certains groupes religieux officiellement reconnus. Un groupe religieux souhaitant être officiellement reconnu doit adresser à cette fin une demande au ministère de la Justice, qui en recommande ensuite l'approbation ou le rejet. Pour déterminer quels groupes religieux reconnaître officiellement, les autorités gouvernementales déterminent si

BELGIQUE

le groupe en question répond à certaines conditions, sur le plan organisationnel et en matière de communication d'information, puis transmet sa décision au parlement. Le gouvernement applique des critères fondés sur des précédents administratifs pour décider s'il convient de recommander au parlement de reconnaître un groupe religieux. Ce dernier doit être structuré ou doté d'une hiérarchie, compter un « nombre suffisant » d'adhérents et exister « depuis longtemps » en Belgique. Il doit présenter une « utilité sociale » pour le public et respecter les lois de l'État ainsi que l'ordre public. Les autorités ne définissent toutefois pas officiellement les expressions « nombre suffisant », « depuis longtemps » ou « utilité sociale ». Si l'agrément définitif relève de la seule responsabilité du parlement, ce dernier suit toutefois généralement les recommandations du ministère. Les groupes reconnus reçoivent des subventions versées par exemple sous la forme du paiement des salaires du clergé, de l'entretien et de l'équipement des installations et des lieux de culte, ainsi que des exonérations fiscales.

Les autorités reconnaissent officiellement le catholicisme, le protestantisme (y compris les évangélistes et les pentecôtistes), le judaïsme, l'anglicanisme (indépendamment des autres groupes protestants), l'islam, la religion chrétienne orthodoxe (grecque et russe) et l'humanisme laïc. Les groupes non agréés ne reçoivent pas de subventions de l'État mais peuvent pratiquer librement et ouvertement leur culte. Certains d'entre eux peuvent bénéficier de l'exonération d'impôt accordée aux organisations à but non lucratif.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est un service indépendant mais financé par l'État ; il a pour mission de veiller à ce que les actes de discrimination, y compris ceux de nature religieuse, fassent l'objet de poursuites en justice. Si le Centre relève du Bureau du Premier ministre et fonctionne sous la direction administrative de la ministre de l'Égalité des chances, le gouvernement n'exerce néanmoins aucun contrôle sur ses travaux de fond ni ses conclusions. Le gouvernement nomme son conseil d'administration et son directeur général pour un mandat renouvelable de six ans.

Le ministre de la Justice nomme dans chaque district judiciaire un juge chargé d'effectuer un suivi des cas de racisme et de discrimination afin de faciliter les poursuites en matière de discrimination dans le cadre du droit pénal.

Dans le système d'éducation publique, de la maternelle à l'université, une stricte neutralité est exigée dans la présentation des points de vues religieux, sauf lorsqu'ils sont exprimés par des professeurs de religion en salle de classe.

BELGIQUE

L'instruction religieuse ou « morale » est obligatoire dans les écoles publiques et est dispensée selon les convictions de chaque élève. Tous les établissements scolaires publics fournissent des enseignants pour chacun des sept groupes religieux reconnus, ainsi que pour l'humanisme laïc, si suffisamment d'élèves souhaitent assister à ces cours. Les professeurs de religion des établissements scolaires publics sont désignés par une commission relevant de leur groupe religieux et nommés par le ministre de l'Éducation du gouvernement de leur communauté. Les établissements scolaires religieux privés agréés qui suivent le même programme que les établissements publics sont appelés « écoles libres ». Ils reçoivent des subventions publiques pour leurs frais de fonctionnement, y compris l'entretien des bâtiments et les services d'utilité publique. Comme les autres fonctionnaires, les enseignants de ces écoles sont rémunérés par le gouvernement de leur communauté respective.

Chaque école publique a le droit de décider s'il convient d'interdire les tenues ou les symboles religieux tels que le foulard. De nombreux établissements scolaires publics ont mis en place des politiques limitant le port du foulard. Au moins 90 % des écoles publiques parrainées par la communauté francophone continuent d'interdire le port du foulard. De même, quasiment tous les établissements scolaires publics flamands maintiennent cette interdiction et seules quatre établissements scolaires de Bruxelles autorisent le port du foulard. Les employeurs du secteur privé peuvent interdire les tenues religieuses, dont le foulard, s'ils pensent qu'elles risquent de nuire à l'exercice des fonctions de l'employé.

La Belgique fait partie de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, auparavant connue sous le nom de Groupe de coopération internationale pour la recherche sur l'Holocauste, l'enseignement de ses réalités et la perpétuation de sa mémoire.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a imposé des restrictions qui ont nui aux membres de minorités religieuses, en les privant dans les faits du plein exercice de leurs convictions religieuses.

Des administrations de grandes et de petites agglomérations ont continué de refuser d'accorder un permis de construire, ou tardé à le faire, pour de nouvelles mosquées et centres culturels islamiques. À Charleroi et Namur, des projets ont continué à se

BELGIQUE

heurter à des obstacles administratifs et à l'opposition du public ; les travaux de construction d'une mosquée ont cependant débuté à Liège.

La police a continué d'appliquer l'interdiction fédérale du port du voile intégral sur la voie publique adoptée en 2011. Il était généralement entendu que cette loi visait les musulmanes portant la burqa ou le niqab. Au cours des premiers six mois de l'année 2012, la dernière période pour laquelle on dispose de statistiques, la police a établi 20 constats d'infraction à la loi. Les femmes qui portaient le voile intégral en public étaient passibles d'une amende maximale de 150 euros (207 dollars des États-Unis). En juillet, le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a critiqué plusieurs pays européens, dont la Belgique, pour leur législation ayant des effets négatifs sur les musulmans, en mettant l'accent sur « l'interdiction du port de la burqa ».

Le 6 août, le conseiller juridique de plusieurs plaignants ayant contesté devant la justice la légalité de « l'interdiction du port de la burqa » a fait appel auprès de la Cour européenne des droits de l'homme de la décision prise en décembre 2012 par la Cour constitutionnelle de Belgique selon laquelle l'interdiction ne portait pas atteinte à la liberté de religion. La Cour européenne n'avait pas encore rendu son verdict en fin d'année.

Les musulmanes employées dans le secteur public continuent de faire l'objet de restrictions croissantes concernant le port du foulard aux postes nécessitant des contacts avec le public. En mai, le conseil communal de Gand a décidé, au terme d'un vote, d'annuler l'interdiction faite en 2007 aux fonctionnaires de porter un foulard. En mars, le Secrétaire d'État de Bruxelles chargé de la Mobilité, la Fonction publique, l'Égalité des chances et la Simplification administrative, Bruno De Lille, a exprimé son soutien au droit des femmes de porter un foulard en public dans la fonction publique.

Le 2 janvier, le tribunal du travail s'est prononcé sur le cas d'une femme que son employeur avait autorisée dans un premier temps à porter un foulard avant de lui demander ensuite de le retirer après des plaintes de clients. Elle avait refusé et son contrat avait été résilié. Le tribunal a statué que l'employeur, qui n'avait pas adopté de politique en matière de neutralité religieuse sur le lieu de travail, n'avait aucune raison de licencier l'employée. Cette dernière a reçu à titre de dédommagement l'équivalent de six mois de salaire.

Le 1^{er} février, le Conseil du Réseau d'enseignement de la communauté flamande a renouvelé l'interdiction du port du foulard qui avait été décidée en 2009. Bon

BELGIQUE

nombre de partis politiques étaient favorables à une interdiction au moins partielle du voile qui empêcherait les femmes et les jeunes filles de porter un couvre-chef avant un certain âge ou avant d'avoir atteint un certain niveau d'instruction. Des experts juridiques ont mis en doute la compatibilité de cette politique avec la constitution et la Convention européenne des droits de l'homme.

Plusieurs employés musulmans des pouvoirs publics locaux ont été licenciés ou ont fait l'objet de mesures disciplinaires pour avoir agi d'une manière qu'ils jugeaient conforme à leur religion mais que les autorités ont considérée comme contraire au maintien de la laïcité ou de la neutralité au travail dans la fonction publique. En avril, le conseil communal de la ville de Bruxelles a licencié un employé musulman qui avait refusé de serrer la main de son supérieur hiérarchique de sexe féminin, l'échevine chargée des ressources humaines. Elle a déclaré que « dans les services administratifs de la ville, nous avons l'obligation d'être neutres et les employés doivent également faire preuve de civilité ». D'après des journalistes, l'employé avait précédemment refusé de toucher un plateau sur lequel se trouvaient des boissons alcoolisées et aurait tenté de convertir des collègues à l'islam.

Les groupes religieux reconnus ont reçu environ 645 millions d'euros (888 millions de dollars des États-Unis) de subventions officielles au cours de l'année 2012. D'après une étude de 2011 portant sur le montant total de l'appui financier apporté aux groupes religieux à tous les niveaux du gouvernement (exonérations fiscales et paiement des salaires et retraites compris), 86 % environ de ces subventions ont été accordées à l'Église catholique et 2 % à des groupes musulmans, alors qu'environ 50 % de la population était catholique et 6 % musulmane. Les non-catholiques et des experts des finances publiques ont continué à appeler les pouvoirs publics à faire en sorte que les subventions accordées reflètent davantage la répartition démographique des groupes religieux, mais le gouvernement a continué à financer l'Église catholique de façon disproportionnée tandis que les musulmans et autres groupes religieux étaient sous-financés.

L'Exécutif des Musulmans de Belgique a continué de remplir les fonctions d'interlocuteur officiel entre les pouvoirs publics et la communauté musulmane. La suppression en 2011 du financement public qui était accordé à ce groupe l'a provisoirement rendu incapable de mener ses activités et a eu pour effet de confier les tâches essentielles au président et au vice-président et de priver les musulmans d'un mécanisme concret de reconnaissance de nouveaux imams et de mosquées supplémentaires, ou encore de formation des imams subventionnée par l'État. Depuis lors, l'Exécutif des Musulmans a fait l'objet d'une réforme interne, menée

BELGIQUE

avec l'appui du ministère de la Justice et est ainsi davantage à même de bénéficier de subventions sans restriction de l'État. En juillet, la formation d'une nouvelle Assemblée générale au sein de l'Exécutif a été approuvée par le ministère. D'après certains observateurs il est plus probable que l'Exécutif soit de nouveau considéré comme un interlocuteur à part entière du gouvernement.

Le 6 mars, un homme a été condamné à quatre mois de prison pour avoir déchiré un exemplaire du Coran en juin 2012 lors d'une manifestation organisée par le parti extrémiste Vlaams Belang contre une nouvelle mosquée d'Ostende.

En mars, la communauté hindoue a demandé au ministère de la Justice à être officiellement reconnue.

Le gouvernement a accordé des subventions aux bouddhistes afin de faciliter le renforcement des capacités institutionnelles nécessaires à leur reconnaissance officielle en tant que « communauté philosophique non confessionnelle ».

Le 27 août, la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré irrecevable une plainte de l'Église de scientologie selon laquelle un article de presse faisant état de l'intention du procureur fédéral d'ouvrir une action en justice contre la branche belge de l'Église aurait porté atteinte à la présomption d'innocence. La Cour européenne a fait valoir que rien ne permettait de prouver que les déclarations négatives sur l'Église de scientologie parues dans la presse provenaient du Parquet.

Le gouvernement a pris des mesures visant à améliorer l'enseignement de l'Holocauste et combattre l'antisémitisme. Le 24 janvier, le Sénat a adopté une résolution reconnaissant la responsabilité des autorités belges dans la déportation et la persécution de juifs en Belgique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dans cette résolution, il a également été demandé au système éducatif de développer l'enseignement de l'Holocauste dans les établissements scolaires afin que les générations à venir n'oublient jamais les enseignements à tirer de cette période.

En essayant de mettre au point du matériel pédagogique destiné à combattre l'antisémitisme dans les classes du primaire, le ministère flamand de l'Éducation a d'abord publié une caricature qui mettait sur un même plan l'Holocauste et le traitement réservé par Israël aux Palestiniens. Compte tenu du retentissement donné à cette affaire, le gouvernement a ensuite enlevé de son site Web une partie du contenu antisémite.

BELGIQUE

Certains groupes religieux ont déclaré craindre qu'un amendement du code pénal visant à protéger tout particulièrement les « personnes vulnérables » de la maltraitance physique ou psychologique puisse être invoqué contre des groupes religieux dont le prosélytisme serait jugé agressif ou contre des groupes considérés comme des « sectes ».

Aucun cas de ce type n'a été signalé.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Des cas d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, des croyances ou des pratiques religieuses ont été signalés. L'identité ethnique et la religion étant souvent liées de façon inextricable, il a été difficile de classer certains incidents comme spécifiquement liés à l'intolérance ethnique ou religieuse.

Des membres de certains partis politiques ont exprimé leur opposition à l'islam dans leurs campagnes politiques. Par exemple, le parti de l'extrême droite anti-immigration Vlaams Belang a publié une affiche représentant la jambe d'une femme, qui comparait la hauteur de jupe à l'adhérence à l'islam. Sur cette affiche, intitulée « Liberté ou islam », une jambe était marquée de traits de différentes hauteurs censés représenter le code vestimentaire acceptable pour la charia. À côté des traits figuraient des mentions allant de « Conforme à la charia » et « Musulmane modérée » jusqu'à « Putain », « Viol » et « Lapidation » en haut de cuisse.

En 2012, l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a reçu 265 plaintes pour discrimination religieuse, ce qui représentait une hausse de 33 % par rapport à 2011. Quatre-vingt-trois pour cent de ces plaintes concernaient des musulmans. La plupart des plaintes portaient sur des propos haineux tenus sur Internet, mais bon nombre de nouveaux cas étaient liés à l'accès aux biens et services ou à des problèmes liés au travail. Quarante-cinq pour cent des incidents avaient trait aux médias, 21 % au monde du travail et 9 % aux établissements scolaires.

Il est ressorti d'une étude réalisée par le quotidien flamand *De Morgen* à Anvers et Gand et publiée en février qu'un Flamand sur trois avait une opinion tout à fait négative des musulmans et que près d'un sur cinq pensait que les musulmans étaient pour beaucoup des criminels. Un cinquième des personnes ayant répondu à l'enquête estimait qu'il faudrait interdire aux musulmans de pratiquer leur religion.

BELGIQUE

De nombreux incidents de discrimination contre les musulmans se sont produits sur le lieu de travail. Les femmes cadres de confession musulmane qui portaient le foulard ont continué à faire l'objet de discrimination.

Le nombre d'actes et de menaces antisémites recensés par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a augmenté, passant de 62 à 88 de 2011 à 2012, la dernière année entière pour laquelle on dispose de données. D'après l'enquête sur l'antisémitisme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, publiée en novembre, 63 % des 438 Belges ayant répondu à l'enquête (sur une « population juive de référence » de 30 000) avaient subi ou observé des agressions verbales ou physiques antisémites et 73 % des participants à l'enquête n'avaient pas signalé ces incidents à la police ; 88 % pensaient que l'antisémitisme s'était aggravé au cours des cinq dernières années et 40 % envisageaient d'émigrer du fait de l'antisémitisme.

Comme précédemment, ces actes antisémites ont principalement été des agressions physiques, du harcèlement verbal et du vandalisme de biens appartenant à des juifs. En février, un char caricaturant le parti nationaliste centre-droit N-VA a défilé dans le Carnaval d'Alost, inscrit par l'UNESCO au patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Ce char représentait un des wagons dont les nazis se servaient pour conduire les juifs à leur mort pendant l'Holocauste. Les hommes qui se trouvaient à bord portaient une tenue complète de nazis et étaient accompagnés d'un garçon déguisé en juif orthodoxe ; le wagon était orné d'affiches représentant des seaux portant la mention « Zyklon », du nom du produit chimique utilisé par les nazis dans les chambres à gaz pour exterminer les juifs. Dans une lettre adressée à la Directrice de l'UNESCO, Irina Bokova, qui avait condamné l'incident, la ministre régionale flamande de la Culture, Joke Schauvliege, a déclaré : Le gouvernement flamand « regret[te] que les participants au carnaval aient été perçus comme porteurs d'un message antisémite. [...] Nous condamnons toute forme d'antisémitisme et de haine raciale mais le carnaval demeure un lieu de moquerie, souvent grotesque. » Le responsable du groupe du carnaval à l'origine du char s'est également excusé. « Nous ne nous moquions pas du tout de l'Holocauste et nous nous excusons si nous avons été mal compris. Nous nous moquions du nationalisme exagéré du N-VA. [...] Ce n'est qu'un carnaval et il ne faut rien y voir de plus. »

En mars, une affiche annonçant la tenue d'un débat sur le sionisme organisé par Présence et Action Culturelle et le parti socialiste de Molenbeek comportait une caricature antisémite d'un juif. L'affiche avait été rejetée par les responsables locaux du parti, qui la jugeaient diffamatoire, mais a ensuite été publiée par erreur

BELGIQUE

par le service culturel du parti de Molenbeek, ce qui a suscité de vives réactions dans l'ensemble de la classe politique. Le siège local du PS a immédiatement annulé la conférence et publié une déclaration dans laquelle il exprimait ses « profonds regrets et excuses à toute personne choquée par cette erreur ».

En juin, une femme juive a été violemment agressée à Anvers après qu'elle et son compagnon israélien ont apposé une mezouzah à l'entrée de leur appartement. Les voisins ont frappé au mur et crié « Sales juifs » avant de défoncer la porte et de rouer de coups la femme, qui a été hospitalisée pendant 15 jours. Les agresseurs ont ensuite déclaré qu'ils étaient venus « finir ce que les nazis avaient commencé », d'après l'avocat de la victime.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Des représentants de l'ambassade des États-Unis ont fréquemment évoqué l'importance de la liberté de religion avec des responsables gouvernementaux, notamment pour ce qui est de la discrimination subie par les musulmans en matière d'emploi et de logement. Pour promouvoir la compréhension interreligieuse et encourager la liberté de religion, l'ambassade a entretenu le dialogue avec les communautés catholique, musulmane et juive. Elle a parrainé la visite de plusieurs universitaires et experts juridiques américains ainsi que de membres des autorités religieuses pour mener un dialogue œcuménique, expliquer les perspectives des États-Unis sur la liberté religieuse et établir des passerelles entre communautés religieuses pour combattre l'intolérance. En juin, l'Envoyée spéciale chargée de suivre et combattre l'antisémitisme s'est rendue à Bruxelles pour prononcer un discours sur la lutte contre l'antisémitisme à une conférence organisée à l'occasion du centenaire de la naissance de Raoul Wallenberg par les ambassades américaine, suédoise, hongroise et israélienne. L'Envoyée spéciale a participé également à des tables rondes organisées par l'ambassade et réunissant des personnalités juives et des ONG luttant contre la discrimination, un rassemblement œcuménique organisé à l'occasion de sa visite par le Grand Rabbin de Bruxelles et des réunions avec des responsables de l'ambassade.